



J'espère que l'association continuera à rêver grand.

Brigitte Pythoud, fondatrice et directrice romande de l'Association Lire et Ecrire, prend sa retraite, après plus de trente-deux ans d'engagement. Elle revient sur son parcours ; elle raconte ce qui l'a motivée dans cette aventure ; elle se confie sur une association qui lui tient – et qui nous tient – à cœur.



« J'ai toujours pu faire ce que j'ai vraiment voulu, mais j'ai souvent manqué d'un peu d'argent. »

Maurice Béjart
Scénographe

« J'ai toujours agi selon mes convictions mais je l'ai payé de beaucoup de solitude. »

Claire-Marie Jeannotat
Fondatrice de SOS Asile Jura

« Tu peux pas faire pousser une fleur plus vite en la tirant par la tête. »

Proverbe africain souvent cité
par Claire-Marie Jeannotat

Entretien

Comment est née Lire et Ecrire ? Comment y es-tu arrivée ? Et comment étaient les débuts ?

D'abord il y a eu un groupe de travail, dès 1986, qui réfléchissait à la problématique et qui a préparé la constitution de l'association, ses buts, ses statuts. L'association s'est constituée en 1988. Les premières actions importantes ont été réalisées en 1990, qui était l'année mondiale de l'alphabétisation. Nous avons réalisé une vidéo, *Ni lire ni écrire*, en collaboration avec l'Association Quart monde de l'Ouest lausannois. Elle rassemblait des témoignages. Nous avons été au Salon du livre

et la vidéo nous a aidés à interpeller les gens. Nous avons aussi réalisé une exposition.

« Je connaissais des personnes en situation d'illettrisme et leur histoire m'a beaucoup touchée. »

Les actions de sensibilisation étaient au centre durant les premières années mais, très tôt, les premières inscriptions aux cours ont suivi. Deux cours ont débuté à Lausanne et à Fribourg en 1990. La même année, il y a eu la

première formation pour formateurs. Dès le début, la formation pédagogique nous semblait essentielle.

L'association s'est rapidement développée. Nous avons eu des adresses de personnes potentiellement intéressées. Nous les avons invitées et elles étaient d'accord de constituer des groupes locaux dans tous les cantons romands. Dès le début, nous avons voulu agir à la fois aux niveaux romand et cantonal.

Tout le monde était bénévole : formateurs, organisateurs. Je voyageais de canton en canton pour animer les groupes. Tout le travail se faisait en commun en se répartissant les tâches. Il n'y avait pas de poste de responsable rémunéré.

Pendant la période de constitution de l'Association, j'ai travaillé dans l'hôtellerie, un job alimentaire. Je me suis rendue compte des conditions de travail dans ce secteur et je suis devenue secrétaire syndicale dans la branche. J'ai gardé mon emploi de secrétaire syndicale jusqu'à la naissance de ma fille en 1996 en parallèle avec le travail à Lire et Ecrire.

Comment es-tu arrivée à imaginer une Association comme Lire et Ecrire ?

J'ai fait des études de travail social à l'Université de Fribourg et j'ai fait mon mémoire de licence sur l'illettrisme. Je voulais mettre en œuvre ce que j'avais découvert pendant mes études. J'avais aussi un lien fort avec ATD Quart Monde qui dénonçait l'illettrisme depuis longtemps. Et surtout, je connaissais des personnes en situation d'illettrisme et leur histoire m'a beaucoup touchée

A Lire et Ecrire, j'ai été payée à 50% dès novembre 1989, ce qui a permis de développer toute l'activité. Mon poste est passé à 100% seulement dès 2004, seize ans après la constitution de l'Association.

Dans les faits, c'est plutôt du 150% au moins, non ?

Je me suis engagée très vite à fond et la masse de travail a suivi. Mais j'ai aimé faire une seule chose et me concentrer totalement sur elle. S'investir complètement permet d'aller plus en profondeur, de consacrer du temps à la réflexion et de faire plus de choses. Je ne sais pas... ce n'est pas difficile pour moi d'être douze heures derrière un bureau.

Comment as-tu réussi à concilier vie professionnelle et personnelle ?

Alors, je trouve que ma fille est plutôt bien réussie. Et j'ai toujours trouvé du temps pour des voyages et quelques activités récréatives. Mais ma vie privée a été dans l'ensemble sous-développée. Maintenant, je prends ma retraite et je peux finalement réaliser toutes les choses que je n'ai pas assez faites.

« Ecrire chaque jour un mot gentil à quelqu'un, sans attendre un retour. »

J'ai une liste de cent rêves pour ma retraite et je compte bien les réaliser si la santé le permet. Par exemple, je veux découvrir la Suisse à vélo, mettre de la musique au petit déjeuner et m'aménager une espace où danser à la maison. Et écrire chaque jour un mot gentil à quelqu'un, sans attendre un retour.

Quel est l'événement qui reste marquant dans ton souvenir ?

Brigitte réfléchit un moment. Nous avons passé par beaucoup de réussites. Par exemple, nous avons récolté plus de 25 000 signatures pour la pétition, *Lire et écrire : un droit !* Nous les avons remises sur la place Fédérale, devant le Parlement. C'était fort. C'est puissant d'arriver à se mobiliser. Nous avons obtenu l'inscription de l'illettrisme dans la nouvelle loi sur

l'encouragement à la culture, c'est énorme. Lire et Ecrire est un mouvement d'avant-garde et a pu obtenir une reconnaissance pour cette problématique sociale.

Lire et Ecrire est née pour contribuer à donner une réponse à l'illettrisme et non pas pour créer une école pour adultes. L'Association a toujours été un mouvement plus qu'une institution de formation, un mouvement qui met sur la place publique la question du droit à (re)apprendre la lecture et l'écriture à l'âge adulte.

Si c'était à refaire, tu referais la même chose ?

Le plus important a été de faire quelque chose qui a du sens ; et ce qui fait sens, c'est amener les gens à l'autonomie. J'ai de l'amour et j'admire le courage de ces personnes qui apprennent. Quand tu travailles dans le domaine social, si tu n'arrives plus à aimer les gens, tu dois arrêter. Les participants aux cours continuent à m'émouvoir : les ambassadeurs, les articles publiés dans le journal *Ensemble Osons ! ...* Le combat mené a du sens, c'est un engagement pour rendre les personnes plus libres. Et là, pas de doute, je referai la même chose, exactement.

« Un mouvement qui met sur la place publique la question du droit à (re)apprendre la lecture et l'écriture »

Et puis, si je pense à toutes les petites victoires d'étapes presque quotidiennes pendant 32 ans, à la qualité et à l'amitié des personnes qui m'ont entourée. Quelle chance ! Quel bonheur !

A l'intérieur de cette action, je changerais des choses. Il y a eu trop de moments de solitude. Dans une association à plusieurs échelons (Fédération, secrétariat général, sections), il y a

forcément des frictions. Les conflits sont là aussi parce qu'il n'y a jamais assez d'argent nulle part.

Dans ces situations, si tu n'as pas de vis-à-vis, les conflits, tu les ramasses avec plus de force. Les postes de direction, c'est des postes où on est en solitude. Ainsi, avoir des personnes externes pour nous soutenir quand on vit des conflits, du coaching, la supervision, cela me paraît indispensable.

Si tu avais six mois devant toi et un budget illimité, tu ferais quoi ?

Les choses doivent croître à leur rythme et la croissance doit rester harmonieuse. Six mois, c'est trop court pour changer quelque chose, même avec de gros moyens. Si tu as un grand budget, tu dois engager des personnes et engager des personnes cela signifie les former. Ça prend du temps.

Il faut d'abord dessiner des plans d'action sur plusieurs années. Mais il faut aussi s'arrêter, régulièrement, et voir quels sont les grands défis du moment. Cela aussi demande du temps.

Avec plus de moyens, on arrive plus facilement à mettre en œuvre un plan stratégique comme le nôtre. Je précise que les moyens, il en faut à tous les niveaux.

Je prends un exemple. On peut se dire que dans une crise comme celle du confinement dû au coronavirus, si chacun de nos 1'500 apprenants avait eu une tablette à la maison, et cela aurait constitué un investissement financier énorme, les cours à distance auraient été plus faciles à mettre en place. Mais les choses ne sont pas si simples. Il faut encore savoir utiliser une tablette. Pendant le confinement, les apprenants n'avaient pas nécessairement les outils, mais pas non plus la formation pour utiliser ces outils. Quelle est la meilleure façon pour investir dans ce domaine ? Quels ont été les besoins des

apprenants pendant le confinement ? Il faut y réfléchir et il y a certainement besoin de beaucoup d'argent, mais il est important de savoir que les changements se réalisent par étapes. Les choses ne peuvent avancer que si elles grandissent peu à peu de façon réfléchie.

Au final, avec de gros moyens financiers, je proposerai de créer un fond auquel faire appel pour des projets. Histoire de voir la croissance arriver. Le fond devrait aussi, outre financer des projets, renforcer l'infrastructure. Parce qu'il y a toujours besoin d'une infrastructure derrière chaque projet. Les autorités sont rarement disposées à reconnaître et à financer les besoins en infrastructure.

Comment l'Association Lire et Ecrire a-t-elle évolué ? Est-ce que tu y vois des étapes ?

Il y a eu une croissance constante. Nous sommes passés de deux cours à deux cents. Nous avons évolué du bénévolat à tous les niveaux à une organisation mixte salariées-bénévoles. Il y a maintenant 20% environ d'heures travaillées bénévolement. Nous avons franchi une importante étape de professionnalisation.

La récolte pour la pétition *Lire et écrire : un droit !* déposée au printemps 1999 correspondait à une phase militante.

Actuellement, nous sommes de nouveau dans une phase d'action politique, pour faire en sorte que la société en mutation rapide prenne en compte les personnes en difficulté avec les compétences de base. L'engagement politique du début, c'était la reconnaissance d'une problématique ; maintenant c'est de dire : « Attention, on va vers une société à deux vitesses et nous devons œuvrer pour une société inclusive et permettre à tous de se former pour y participer pleinement. »

L'accent sur le politique fait partie d'une vision globale à deux volets qui s'articulent. (*Brigitte fait un mouvement de double engrenage avec*

les mains). D'un côté, tu es attentif à travailler avec chaque participant selon son rythme ; de l'autre côté, tu fais partie d'un mouvement social et politique qui amène à des changements de société. L'association a toujours agi dans les deux sens.

Un autre développement important s'est réalisé. Les apprenants ont de plus en plus un rôle actif.

Nous avons créé des espaces qui leur sont appropriés, où ils se sentent à l'aise, où ils peuvent développer une action qui est la leur, choisie par eux, menée par eux.

Les journées d'échange se sont ouvertes de plus en plus aux participants, nous les avons mis au centre. Nous avons créé des espaces d'inclusion où ils sont à l'aise. Nous avons adapté les ateliers. Tous y participent : les formateurs, les permanents, les apprenants, sur un pied d'égalité.

Il y a des participants qui ont aussi une veine militante. Ils ont trouvé leur place dans le groupe des ambassadeurs.

« Les apprenants ont de plus en plus un rôle actif ».

Enfin, le journal *Ensemble Osons !* donne la place à l'expression des participants aux cours. Avec publication à la clé.

Il n'y a pas 100 000 mouvements qui arrivent à intégrer les usagers, à leur donner une place active. Cela devient une tendance actuelle et Lire et Ecrire a certainement joué un rôle précurseur dans ce domaine.

Lire et Ecrire, comme d'autres associations fondées sur le bénévolat et de bonnes intentions, a connu des risques d'éclatement dans sa croissance. Comment a-t-elle réussi à se maintenir comme association romande ?

Le Comité stratégique a toujours eu la conscience que si l'Association éclatait, elle ne pourrait plus revenir en arrière. Or, cette unité romande, c'est notre force, et cela même dans les cantons où la section est moins développée. Nous sommes connus, reconnus et nous sommes vus comme une unité, au niveau romand, voire au niveau national. Cela bénéficie à tous. Notre unité a renforcé notre force militante.

« Notre unité a renforcé notre force militante ».

Le Comité stratégique a tout fait pour qu'on reste une seule association romande.

D'autre part, cette unité génère aussi son lot de difficultés. Comme dans toute entité complexe, et il y a des velléités d'autonomie à gérer. Une association présente à plusieurs échelons est plus difficile à gérer qu'une institution de formation qui donne des cours dans un seul canton.

Un problème important est le manque d'argent. Les moyens manquent constamment, partout. De plus, les besoins d'un niveau sont mal compris par les personnes des autres niveaux et cela crée des tensions.

Le manque d'argent engendre un manque de temps pour se concerter, ce qui est potentiellement source de conflit. Si les permanents avaient plus de temps, on pourrait mieux se concerter et éviter des conflits. Par exemple, six rencontres annuelles pour le comité opérationnel, ça ne suffit pas, on le sait, mais les sections manquent de temps car beaucoup de personnes sont à temps partiel.

La solitude des personnes qui ont des tâches de direction est difficile à vivre, surtout dans les cas de conflit en lien avec la complexité de la structure.

Comment tu vois évoluer la situation pour les personnes en difficulté avec l'écrit ?

L'évolution vers la cyberadministration et la crise du coronavirus transmettent le même message : il est indispensable de savoir se débrouiller avec les moyens informatiques. A cette situation, déjà tendanciellement difficile, s'ajoute le fait que les changements sont tellement rapides que si tu n'as pas une bonne formation de base, tu n'arrives pas à suivre. Lors de la journée d'accueil des nouveaux membres actifs de l'association, lorsqu'il s'est agi, avec l'aide des ambassadeurs, de lister les problèmes à affronter quand on est en difficulté avec l'écrit, la question des TIC est revenue comme jamais. C'était une évidence que les obstacles dans ce domaine vont augmenter.

Quand j'ai fait mon mémoire sur l'illettrisme, les personnes interrogées nous disaient qu'il suffisait de trouver un maître d'apprentissage pour devenir "quelqu'un" après un échec scolaire. Les connaissances pratiques pouvaient réhabiliter l'échec scolaire. Les examens d'entrée en apprentissage n'existaient pas.

Maintenant, les exigences ont tellement augmenté. Porter avec soi des manques en lecture et écriture crée d'immenses difficultés. Comment trouver un apprentissage lorsque les examens d'entrée sont basés sur l'écrit même pour des métiers simples ? Et si tu es en confinement ? Savoir se servir des services en ligne ? Savoir lire et écrire, est devenu plus que jamais une question de participation sociale, professionnelle et citoyenne

En Belgique, Lire et Ecrire a un fonctionnement différent. La voie belge insiste résolument sur une pédagogie émancipatrice et sur une action directement politique de tous, active, percutante. Comment tu vois Lire et Ecrire Suisse romande par rapport à leur choix ?

Concernant la pédagogie, en Suisse, je dirais qu'on est plus concret. La vision belge me semble parfois plus abstraite, plus idéologique.

Je pense que les changements sont dans le plus petit. Par exemple, en pédagogie, on a mis l'accent, l'année passée, sur le transfert. Chaque apprentissage doit avoir un impact sur la vie. L'accent est focalisé sur un aspect, mais cela amène un grand changement. Nous avançons par petits pas, mais ces petits pas sont visibles, concrètement. Nous incitons au transfert et documentons les témoignages qui vont dans ce sens.

« La pédagogie de Lire et Ecrire peut être considérée comme notre bien le plus précieux ».

On avance de façon plus terre à terre, avec l'aide d'eduQua, qui nous amène à formuler les changements et à être dans un développement constant de qualité. Chaque année voit une nouvelle mise en œuvre d'une démarche de qualité.

Au niveau de la sensibilisation politique nous pourrions faire mieux, comme les Belges qui font des actions spectaculaires. Dans ce domaine, ils ont une longueur d'avance. Ce qu'ils font chaque année le 8 septembre, c'est super. Ils ont, par exemple, mis une immense banderole sur l'autoroute pour dire qu'un belge sur six ne peut pas lire cette banderole. Leurs petits films sont formidables, il y a une vraie originalité belge, qui pourrait nous inspirer. Une action éclat par 8 septembre, cela amènerait à un impact plus grand de nos communiqués de presse. Ça fait rêver.

Quel équilibre tenir entre tous les volets de l'action de Lire et Ecrire, formation, sensibilisation, prévention, engagement politique, recherche ?

C'est le plan stratégique qui résout ces tensions. Il cherche à développer ce qui est prioritaire et tous les organes contribuent à la mise en œuvre de la stratégie.

Cela n'empêche pas de sauter sur des opportunités qui se présentent parfois. Les actions de prévention, typiquement, ont toujours existé sans être une priorité stratégique. Il arrive qu'une action de prévention soit mise en place parce qu'il y a des personnes prêtes à s'engager dans ce domaine et en même temps des opportunités de financement.

La recherche aussi est très importante. Si on existe comme mouvement qui porte une problématique sociale sur la place publique, il faut être au courant des recherches dans le domaine et en mener soi-même. Ainsi, par exemple, nous avons élaboré un questionnaire pour les formateurs pour connaître leurs pratiques de travail à distance pendant le confinement. Les formateurs ont interrogé les participants : comment avez-vous vécu la situation du confinement ? Une stagiaire est en train d'étudier les réponses. Une recherche de ce type est nécessaire pour mieux évoluer dans nos pratiques. De plus, elle s'inscrit dans notre plan stratégique.

Et la question du public cible ?

Je pense qu'il y a une adhésion large par rapport à la définition de notre public.

Il y a parfois le risque de vouloir intégrer des publics plus formés pour obtenir un plus grand financement. Il y a un risque de distorsion si l'administratif prime sur la pédagogie.

Notre pédagogie est clairement orientée pour des personnes qui ont des difficultés d'apprentissage. Dans le passé, nous avons vu trop souvent des personnes partir parce qu'elles ne se sentaient pas à leur place dans un cours dans lequel il y avaient des gens qui avançaient trop vite en prenant trop de place.

Je suis peut-être un peu trop éloignée de la réalité des cours mais j'espère que cela appartient au passé.

Il faut encore savoir si l'accueil d'une personne trop formée représente une exception ou si ça devient la règle. Une exception peut être gérée par la formatrice si elle est attentive à donner la place à tous et à respecter le rythme des plus lents. Ce qui est sûr c'est que l'administratif ne doit jamais prendre le dessus sur la pédagogie si nous voulons garantir un enseignement individualisé dans lequel les personnes les moins avancées ont leur place. La communication entre tous les niveaux sur ce sujet est importante. La pédagogie de Lire et Ecrire peut être considérée comme notre bien le plus précieux.

Elle a été développée pour répondre aux besoins de notre public. C'est pour cela que la commission pédagogique est autonome et rattachée au Comité stratégique. Elle doit pouvoir développer librement la pédagogie pour pouvoir rester proche des besoins. Il y a une tendance qui voudrait la rattacher au comité opérationnel, mais il faut absolument garantir l'indépendance de la pédagogie, et donc de la commission pédagogique. Avec, bien sûr, un dialogue constant avec toutes les instances impliquées.

La pédagogie individualisée peut facilement entrer en contradiction avec des contraintes administratives (par exemple celle d'augmenter les effectifs pour des questions financières). Les soucis financiers ne doivent pas dicter la pédagogie, ni les contraintes administratives. Le participant avec ses difficultés d'apprentissage doit rester au centre.

Comment tu vois Lire et Ecrire dans dix ans ? Utopie ? Vision catastrophe ?

Nous avons un plan stratégique jusqu'en 2024. J'espère qu'on aura, à ce moment-là, intégré

les TIC dans les cours et amené les participants à pouvoir les intégrer dans leur vie sociale et professionnelle. Que les administrations publiques proposeront des alternatives pour les personnes qui n'arrivent pas (encore) à accéder aux services en ligne. Ce qui implique aussi leur engagement pour une simplification des textes et des sites de l'administration. Que les lois de tous les cantons romands tiennent mieux compte des besoins en formation des personnes en difficulté avec les compétences de base.

« Savoir lire et écrire, est devenu plus que jamais une question de participation sociale, professionnelle et citoyenne ».

Le Parlement vient de tripler le financement des cantons. A nous de faire attention que ces moyens qui arrivent soient bien utilisés pour les personnes qui en ont le plus besoin. Dans ce domaine, il y aura probablement encore à se battre. Le risque de l'écroulement est bien réel. Dans certains cantons les autorités souhaitent centrer les formations en compétences de base sur le seul rafraîchissement de compétences en vue de l'entrée rapide en formation professionnelle. Nous devons nous battre pour que les personnes les moins avancées restent incluses dans les dispositifs de formation.

Je ne vois pas de scénario catastrophe, non. Nous sommes dans une phase de développement, comme nous l'avons toujours été. Ce qui pourrait être une catastrophe, ce serait que les moyens financiers n'augmentent pas, mais je ne vois pas comment c'est possible. Nous sommes reconnus comme expert dans le domaine.

Dans le précédent plan stratégique, nous avons trois buts ambitieux : la constitution du

groupe des ambassadeurs, la sensibilisation des personnes relais, une grande campagne au niveau national. Ces trois grands objectifs, nous les avons atteints. Maintenant, nous avons d'autres plans, et nous allons les atteindre. Le développement du prochain plan stratégique indiquera où mettre notre force.

« Nous devons nous battre pour que les personnes les moins avancées restent incluses dans les dispositifs de formation ».

Il est sain de se dire que nous avons une mission, une charte, des statuts, et que nous avons une force d'action. A partir de là, définissons des priorités d'action pour notre public au sein de cette société en mutation et en fonction de l'analyse de notre situation.

Les deux derniers plans stratégiques sont très différents l'un de l'autre. Cela montre bien la puissance réflexive et inventive de notre association, sa puissance d'action. Dans dix ans, Lire et Ecrire continuera dans la direction qui s'imposera. La prise en compte du contexte est centrale, plutôt que l'appel à une utopie.

Et il faut voir grand, ou plutôt : il faut oser voir grand. C'est une fierté que j'ai d'avoir gardé constamment cette idée devant moi et j'espère que l'association continuera à rêver grand.

Cette interview aura permis de donner une petite idée de ta réflexion et de ton engagement sans concession et sans affectation. Nous sommes beaucoup à avoir de l'admiration et de la reconnaissance pour ce que tu as fait. Merci !

Propos recueillis par Vincent Darbellay

Parcours

1956 naît en Allemagne, vit à Cologne jusqu'à l'âge de 15 ans

1971 déménage avec sa famille au Tessin

1976 termine sa maturité à Lugano, en italien

1976 formation en Travail social à l'Université de Fribourg, travail de mémoire sur l'illettrisme

1986 réunit un premier groupe de travail de personnes sensibles à cette cause

1988 crée et dirige l'Association Lire et Ecrire, et crée successivement les « groupes locaux » dans tous les cantons romands, entièrement bénévoles, dont les bureaux sont chez des personnes privées

En parallèle, entre 1988 à 1996 secrétaire syndicale à la CFT à Fribourg, secteur de l'hôtellerie

1996 naissance de sa fille Julie

1999 pétition « Lire et Ecrire – un droit ! » remise aux autorités fédérales munie de plus de 25'000 signatures

2003 l'Association obtient le label eduQua

2012 la lutte contre l'illettrisme est inscrite dans la loi fédérale sur l'encouragement de la culture

2017 la loi fédérale sur la formation continue encourage la promotion des compétences de base

2018 - 30 ans de Lire et Ecrire : près de 25'000 participants ont suivi les cours et gagné en autonomie pour leur vie privée et professionnelle.

2020 le parlement triple le soutien financier pour les compétences de base.